

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif de Bourran
ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

Rodez, le 10/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SEVIGNE INDUSTRIES

La Borie Sèche
BP 6
12520 Aguessac

Références : 12-CARMIN-2023-53
Code AIOT : 0006800008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/10/2023 dans l'établissement SAS SEVIGNE INDUSTRIES implanté lieux dits : Camp Mégie, Les Sottes, Coustadou, Combo Briol, Pas del Comp, Camp Grand, Poujados 12120 Arvieu. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SEVIGNE INDUSTRIES
- lieux dits : Camp Mégie, Les Sottes, Coustadou, Combo Briol, Pas del Comp, Camp Grand, Poujados 12120 Arvieu
- Code AIOT : 0006800008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière d'amphibolite exploitée à ciel ouvert autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2015 modifié. Elle comprend également une installation de traitement des matériaux. La production maximale autorisée est de 280 000T/an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des pollutions

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conduite de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 17	/	Sans objet
2	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 25.3	/	Sans objet
3	Prévention des pollutions	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 25.4.2	/	Sans objet
4	Prévention des pollutions ou nuisances	Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 29-1 -V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été décelée durant l'inspection. La carrière est entretenue, les stockages des matériaux marchands sont délimités, les voies de circulations sont dégagées et carrossables. Les signalétiques sont présentes.

Le renouvellement de l'installation de traitement "tertiaire" avec reconfiguration des convoyeurs se précise. L'aboutissement des travaux est prévu sur le 1^{er} semestre 2024.

Le démantèlement de l'ancienne installation est en cours (découpe et évacuation des matériaux).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 22/09/1994, articles 14.1 et 15
Thème(s) : Situation administrative, Registre et plans
Prescription contrôlée : Article 14.1 : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques [...] Article 15: Pour chaque carrière à ciel ouvert est établi un plan d'échelle adapté à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; - les bords de la fouille ; - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; - les zones remises en état ; - la position des ouvrages visés à l'article 14-1 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan d'exploitation en date du 19/01/2023 présenté par l'exploitant comporte toutes les indications nécessaires à la compréhension et au fonctionnement du site (bornes, cotations, périmètres stockages, zones des installations...). Sur le plan, la zone 10ml n'est pas matérialisée pour la parcelle B3-901.

Observations : L'exploitant transmettra auprès de l'inspection des installations classées le plan topographique de la carrière actualisé (prévu sur janvier 2024) faisant apparaître le périmètre de protection (zone 10ml) pour la parcelle B3-901.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 25.3
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles des eaux
Prescription contrôlée : I - Le ravitaillement, le stationnement prolongé, le lavage et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche. II — Les opérations de distribution du carburant en bord-à-bord et le stationnement prolongé dans l'emprise de la carrière sont autorisés. Un contrôle visuel de l'état des flexibles et de l'absence de fuite est réalisé en fin de poste. Ce contrôle fait l'objet d'une consigne écrite. III- Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes: . 100% de la capacité du plus grand réservoir, ° 50% de la capacité des réservoirs associés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut-être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.
Constats : Une cuve GNR double paroi de 12 000 L ceinturée par un mur, assure l'approvisionnement en hydrocarbures des engins. Le ravitaillement est réalisé sur l'emprise d'une aire bétonnée qui est également dédiée au stationnement des engins. L'aire étanche est équipée de 2 grilles avaloir, l'ensemble de l'installation est connecté à un déshuileur/débourbeur, dont le rejet s'effectue vers les bassins de rétention/décantation en aval Sud du site. Afin de s'assurer du bon fonctionnement du déshuileur/débourbeur, l'inspection des installations classées propose à l'exploitant une analyse annuelle en sortie de l'installation. Les déchets d'entretien des engins et matériels sont triés et stockés dans des conditionnements étanches adaptés (containers), la rotation des containers et la gestion des déchets est assurée par un prestataire extérieur habilité. Situé dans le prolongement de l'aire étanche, le sol de l'atelier est composé d'une dalle béton. Les produits polluants (huiles, graisses...) sont stockés à l'abri des intempéries dans l'atelier, et à l'extérieur sur l'aire étanche dans un container fermé clé. Les produits sont disposés sur bacs et palettes de rétention en containers étanches, de capacités adéquates et résistants à l'action chimique des fluides (stockage 1 600 litres - rétention 2 550 litres).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 25.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux rejetées
Prescription contrôlée : I- Eaux de ruissellement. Elles sont dirigées en fond de carrière (carreau), où elles s'infiltrant ou s'évaporent. Ces eaux font l'objet d'une décantation, puis elles sont pompées pour être dirigées vers les bassins tampons afin de servir pour les besoins en eau du site. Les eaux en sortie de

<p>bassins de décantation sont amenées jusqu'à l'étang d'Arvieu.</p> <p>II- Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> -]le pH est compris entre 5,5 et 8,5; -la température est inférieure à 30°C; <p>es matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35mg/l;</p> <ul style="list-style-type: none"> -la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/t; -les hydrocarbures ont une concentration inférieure à 5 mg/l [...] <p>IV- Une vanne sectionnelle est installée au niveau de l'ouvrage de rejet afin de confiner toute pollution accidentelle.</p> <p>V- Le curage et l'entretien de tous les bassins de rétention/décantation est effectué annuellement (et/ou après un épisode orageux) afin de maintenir leur volume utile et leur capacité de traitement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les eaux de ruissellement sont collectées (au droit du site), et acheminées via un fossé étanchéifié vers 4 bassins en aval Sud, qui par surverse assurent rétention et traitement des eaux (décantation) avant rejet dans le milieu naturel.</p> <p>L'analyse des eaux rejetées du 21/12/2022 (Aveyron Labo) présentée par l'exploitant montre un respect des valeurs fixées par la réglementation.</p> <p>L'analyse des eaux rejetées du 19/06/2023 (Aveyron Labo) présentée par l'exploitant montre une valeur plus haute que les valeurs fixées pour les matières en suspension (91mg/l).</p> <p>L'origine de ce dépassement pourrait résulter d'une situation particulière, vents violents et précipitations excédentaires qui ont marqué le mois juin 2023. Par ailleurs, la carrière est située au milieu d'une zone agricole active (semis, récoltes, épandages, labours...).</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée des résultats des analyses des eaux rejetées dans le milieu naturel qui sont prévues sur décembre 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Prévention des pollutions ou nuisances

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/09/2015, article 29-1 -V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Les installations de traitement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bruits émis par les installations sont réduits au maximum. Les installations sont, en tant que de besoin, soit installées dans des encoffrements avec des dispositifs de traitement des poussières et des calories, soit capotées au maximum ou équipées de tout autre moyen équivalent.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation de traitement tertiaire située au Sud-Est de l'exploitation fait l'objet d'un renouvellement (modernisation de l'installation dans son ensemble + convoyeurs).</p> <p>Le démantèlement de l'ancienne installation est en cours, il est réalisé par un prestataire extérieur habilité, qui procède à la découpe sur site, et à l'évacuation des matériaux vers des filières spécialisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>